



RAPPORT MORAL AD PEP 31

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - 04 JUILLET 2025

20 24



LA FORCE D'UN RÉSEAU NATIONAL,
LES CONVICTIONS D'UN MOUVEMENT ENGAGÉ





INTRODUCTION ET CONTEXTE

Au moment de rédiger ces rapports, mes mains ne tremblent pas sur le clavier de l'ordinateur mais la sérénité n'est pas vraiment au rendez-vous. Autant pour des raisons liées au contexte politique, social, économique et environnemental sur lesquelles nous n'avons que peu de prise, sinon aucune, que pour d'autres qui concernent directement la vie de notre association.

Je ne m'attarderai pas outre mesure sur la situation géopolitique internationale aussi chaotique qu'anxiogène, qui a vu les conflits en cours s'aggraver et d'autres zones de tension émerger un peu partout dans le monde, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique l'élection d'un président imprévisible faisait peser de terribles incertitudes sur l'avenir proche. Je n'insisterai pas non plus sur le dérèglement climatique, les effets catastrophiques déjà observés et annoncés par de longue date par le GIEC, n'ont fait que s'amplifier et rien ne semble pouvoir réellement stopper, et encore moins inverser le processus engagé. Il faut néanmoins rester mobilisés et agir pour essayer de le freiner.

Au niveau hexagonal, je n'ai pas non plus l'impression que la situation, d'un point de vue sociétal, se soit vraiment améliorée. En témoignent, chiffres à l'appui, la recrudescence des actes antisémites, les agressions de toutes sortes, plus particulièrement celles à l'arme blanche, les violences encore et toujours faites aux femmes, les incidents de plus en plus graves constatés dans le milieu scolaire, mais aussi l'expression d'une homophobie décomplexée ou bien encore la montée des extrémismes de tous bords vecteurs d'intolérance et de haine envers autrui. La liste est loin d'être exhaustive, mais lorsqu'on l'examine de près on réalise que c'est la notion même de démocratie qu'elle met en danger.

Sur le plan purement politique l'année restera évidemment marquée par la dissolution de l'Assemblée Nationale, inattendue et voulue par le Président de la République. Cette décision a jeté le pays dans une période d'instabilité gouvernementale plutôt mal venue dans un contexte économique très dégradé dont les retombées se font sentir sur toutes les strates de la gouvernance qu'elle soit nationale, régionale ou départementale. Et par voie de conséquence, sur les acteurs de terrain auxquels nous appartenons.

Le constat pour 2024 apparaît donc des plus moroses, mais comme dans la grisaille il faut toujours s'efforcer de rechercher un coin de ciel bleu on retiendra que la France a, de l'avis général, réussi ses jeux olympiques avec une belle moisson de médailles pour ses athlètes. Si cette parenthèse enchantée ne change pas la réalité profonde de la situation elle doit cependant nous inciter à refuser de céder à la sinistrose ou au fatalisme, et nous convaincre de continuer à nous battre pour les causes qui nous tiennent à cœur, celle de l'AD PEP 31 notamment, et pour les valeurs, telles que la solidarité ou la laïcité, qui nous rassemblent.

BILAN ASSOCIATIF 2024

L'année 2024, on le savait, devait s'avérer décisive pour l'AD PEP 31, plus précisément pour son secteur DEL, et plus spécifiquement encore pour le CIST. Elle l'aura été mais pas telle que l'on pouvait l'espérer. Le chapitre consacré au pôle DEL permettra de détailler les faits qui l'ont concerné.

Du côté du pôle SMS c'est la continuité qui aura prévalu avec cependant en fin d'exercice un résultat à nouveau déficitaire qui vient confirmer les craintes exprimées en 2023 et nous inciter à une vigilance accrue au vu des contraintes budgétaires qui se profilent.

Si la continuité et même la stabilité caractérisent le secteur SMS, elles n'auront pas vraiment été de mise pour la dirigeance associative. A l'absence de la DRH, laquelle s'est prolongée jusqu'en fin d'année et conclue par une rupture conventionnelle, est venue se rajouter celle du DAF à partir du mois de mars, puis celles, pour des durées variables, de la Directrice de la crèche et la Directrice du pôle DEL. Ces absences conjuguées ont occasionné des remplacements et des recrutements, mais aussi nécessité des réorganisations temporaires voire une réduction d'activité pour la crèche avec l'impact financier inhérent.

Le pilotage n'aura donc pas été de tout repos mais malgré ces secousses le fonctionnement associatif a été maintenu et il convient de remercier tous ceux qui dans des circonstances difficiles ont permis qu'il en soit ainsi.





PÔLE DEL

- Secteur PEVLC - Politique Éducative Vacances Loisirs Culture

Le CIS « Toulouse - La Mounède »

Après l'embellie relative de 2023, l'année 2024 s'annonçait décisive pour cet établissement. Un rendez-vous avait été fixé à la mi-année pour évaluer la situation en fonction des séjours réalisés et de ceux contractualisés. Le bilan provisoire n'a malheureusement pas laissé planer le moindre doute sur le déficit à venir, et par voie de conséquence sur les mesures à prendre. C'est ainsi qu'à la rentrée de septembre la décision a été prise de faire appel à un cabinet spécialisé, SPQR en la circonstance, pour établir un audit approfondi englobant le CIST, la crèche et le siège, et dégager des pistes d'actions à engager si tant est qu'elles existent. Au cours de cette même période, des contacts ont également été pris avec certains des partenaires impliqués dans le fonctionnement du CIST afin d'anticiper les échéances à venir. Quant à la restitution de l'audit intervenue à la mi-décembre, si elle a ouvert la voie à une réflexion documentée elle n'a laissé que peu d'espoir sur les possibilités de poursuivre la gestion de l'établissement.

- Secteur PESP - Politique Éducative et Sociale de Proximité

La crèche « Le coin des ninous »

Malgré les perturbations énoncées précédemment, l'EAJE enregistre un résultat budgétaire assez satisfaisant avec un déficit nettement réduit par rapport à celui de l'année précédente. Il semble que les efforts accomplis en matière de gestion aient été récompensés ce qui est plutôt rassurant pour la suite même si la cession de l'activité reste posée.

On relèvera également, au titre de cet exercice, l'attribution de la prime « SÉCUR » pour l'ensemble de salariés et sur un plan plus matériel, les désagréments liés à la panne d'une chaudière ainsi que les infiltrations qui ont nécessité des investigations approfondies.

Le Lieu d'Accueil Enfants Parents « A la Bellefontaine »

Le déménagement du LAEP au sein du centre social « Claude Nougaro » s'est donc concrétisé dans le courant de 2024 et c'est dans ces locaux que le service a poursuivi sa mission. Pour autant le modèle économique ne s'est pas amélioré et le déficit conséquent enregistré au terme de l'exercice interroge plus que fortement sinon sur la pérennité du dispositif dont l'utilité n'est plus à démontrer, tout au moins sur le maintien de l'implication de l'AD PEP 31 dans sa gestion.

Le Parcours Alternatif Relais « Bellevue »

Alors que le coordonnateur et les deux services civiques participant au fonctionnement du dispositif avaient été reçus au siège de l'association, dans le courant du mois de juillet, pour dresser le bilan de l'exercice 2023-2024 et envisager la poursuite de l'activité, la surprise aura été totale, fin août, avec l'annonce brutale et sans concertation de la fin du PAR, tout au moins dans sa forme actuelle, à la suite du désengagement de la PJJ. Dont acte.

Pour être complet il faut noter que l'accueil des stagiaires de l'INSPE s'est bien poursuivi dans le cadre du partenariat CAPE établi avec l'Éducation Nationale.



PÔLE SMS

D'un point de vue strictement budgétaire le résultat 2024 s'inscrit dans la continuité du précédent avec un déficit conséquent constitué de résultats négatifs pour les uns (FAM & IME), positifs pour les autres (DITEP, SESSAD de Bruguères et SESSAD de Saint-Gaudens presque à l'équilibre). C'est surtout la situation du FAM qui est préoccupante car, malgré les efforts réalisés, il reste pénalisé par les orientations budgétaires du CD 31 dictées par ses propres difficultés financières.

Au-delà de ces considérations pécuniaires, l'année aura été surtout marquée par une continuité rassurante dans le fonctionnement des établissements et services ainsi que par une stabilité appréciable au niveau de la dirigeance. Néanmoins quelques faits méritent d'être soulignés :

- En premier lieu, l'extension du SESSAD Saint-Exupéry avec l'attribution de 10 places supplémentaires pour l'agrément IME et 4 autres pour l'agrément TSA. Une évolution qui confirme la reconnaissance de la qualité du travail accompli par ce service et répond à un besoin identifié sur ce secteur.
- L'attribution, demandée de longue date, de la prime « SÉCUR » pour l'ensemble des personnels du SMS, venant ainsi réparer l'injustice des « oubliés » de cette mesure.

- Le déploiement du numérique sur les établissements et l'aboutissement de la mise en œuvre du dossier unique de l'utilisateur dans le cadre du projet partenarial « Happy ».
- La mise en conformité par rapport à certaines obligations budgétaires ou sociales : établissement des PPI, mise en place de la BDESE, désignation de référents (harcèlement, laïcité, sécurité), conduite des entretiens professionnels, etc.



VIE ASSOCIATIVE ET RELATIONS EXTÉRIEURES

A l'image des années précédentes, la vie associative s'est caractérisée par la continuité de l'organisation mise en place avec toutefois un accroissement des rencontres de type COPIL ou autre, à partir du mois de septembre pour répondre à un suivi plus serré de la situation du pôle DEL. La fréquence des réunions statutaires (Comités Techniques Exécutifs, Bureaux, Conseils d'administration) a été maintenue tout au long de l'année et l'Assemblée générale s'est tenue comme d'habitude au mois de juin.

A noter également qu'au titre du dialogue social les réunions avec les représentants du personnel se sont tenues de façon régulière dans cadre des CSE tandis que des réunions pour les NAO se déroulaient en parallèle.

Les relations partenariales avec l'AR PEP OPM se sont poursuivies avec une participation régulière aux bureaux en visio-conférence, aux conseils d'administration en présentiel, à Carcassonne, ainsi qu'à différentes commissions et instances de travail et, notamment, au séminaire PEVLCS organisé courant novembre dans le centre Malibert des PEP 34. Par ailleurs et pour rappel, l'AD PEP 31 occupe un poste de vice-président au sein de l'ARPEP ainsi qu'un poste de trésorier au bureau du CRAJEP Occitanie, ce qui élargit le champ de possibles partenariats. Enfin, il faut noter que l'AR PEP OPM est domiciliée au siège de l'AD PEP 31 où elle dispose d'un bureau.

En ce qui concerne les relations avec la Fédération Générale des PEP les liens demeurent ce qu'ils étaient. Deux administrateurs de l'association ont participé à l'assemblée générale qui s'est tenue, fin juin, à Vichy, et qui a vu, non sans mal, la reconduction du président sortant.

Enfin, et toujours dans le registre relationnel, rappelons les liens avec l'UNAT Occitanie, notamment une rencontre avec son président ainsi que la participation à plusieurs manifestations ; ceux avec la FEHAP ou même de façon plus occasionnelle avec l'URIOPSS. Du côté du rectorat la relation n'a guère évolué et on ne peut que regretter la distance qui s'est créée avec ce partenaire naturel qu'est l'Education Nationale.



PERSPECTIVES ET ORIENTATIONS

Le secteur DEL

A la clôture de cet exercice 2024, les dés semblent jetés même s'ils n'ont pas encore fini de rouler. Les résultats financiers combinés avec les conclusions des différents audits vont devoir être soigneusement étudiés, analysés et permettre dès la rentrée du mois de janvier de prendre des décisions, très certainement douloureuses mais aussi nécessaires qu'inévitables. En clair, il va falloir engager des processus de cessations d'activités pour les structures du pôle DEL avec en corollaire des recherches de repreneurs et probablement des licenciements. Reste à déterminer si c'est l'ensemble des structures qui sera concerné, c'est-à-dire le CIST, la crèche et le LAEP, ou si le plan d'action à élaborer permettra de préserver l'une ou l'autre. Les discussions à mener très rapidement dans le cadre de COPIL DEL s'avèreront déterminantes.

Le siège associatif

La disparition de structures du pôle DEL entrainera des conséquences pour les personnels du siège. Il est encore trop tôt pour détailler lesquelles mais elles devront être définies dans les meilleurs délais en fonction de l'évolution de la situation des établissements du DEL, des cessations ou prolongations éventuelles, et donner lieu à l'élaboration d'un plan de restructuration.

Le maintien du siège dans ses locaux actuels devra également être interrogé et réfléchi en regard des coûts associés à la location.

Le secteur SMS

Sans être réellement en péril, en tout cas on l'espère, les établissements du SMS se trouvent confrontés à des contraintes financières de plus en plus fortes liées aux positionnements différents et plus ou moins conciliants de leurs financeurs que sont l'ARS et le CD 31. Une réalité que l'avènement prochain de SERAPHIN-PH ne fera que renforcer. Face à ces données objectives, ils vont devoir continuer à rechercher les sources d'économie potentielle et une réflexion systémique doit être engagée pour imaginer d'autres modes de fonctionnement reposant sur la mutualisation et la coopération pour s'adapter à ce contexte exigeant.

Par ailleurs, mais tout est lié, les attentes sinon les obligations découlant des orientations prônées pour l'école inclusive conjuguées aux demandes des familles imposent une adaptabilité constante des modalités d'accueil sur un territoire. C'est l'un des défis majeurs à relever pour « rester dans la course ».

Le projet d'établissement de l'IME : en cours d'élaboration depuis de longs mois il sera finalisé et présenté courant 2025.

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens : R.A.S

Le renforcement du Conseil d'administration

Deux nouveaux administrateurs sont venus renforcer le conseil d'administration lors de l'assemblée générale de juin 2024. Ils sont les bienvenus et d'autres candidatures devront être recherchées pour consolider cette instance.



CONCLUSION

J'aurais pu me contenter d'une brève conclusion et de quelques remerciements mais à l'heure où je rédige ces lignes la situation de l'AD a sensiblement évolué et il m'a paru indispensable de dresser un état des lieux. Les décisions qui étaient envisagées dans les perspectives ont été prises en début d'année 2025. Elles ont été rapidement suivies d'actions qui ont produit les résultats suivants :

- A l'issue de négociations constructives, l'activité de la crèche « Le coin des ninous » sera reprise par la Mutualité Française 31. Ce transfert qui sera effectif le 25 août s'accompagnera de la reprise du personnel, tout au moins de salariées qui le souhaiteront. L'AD PEP 31 reste propriétaire des locaux.

- Le LAEP qui évolue déjà dans des locaux de la mairie de Toulouse va être repris par cette collectivité. Les deux salariées se verront proposer la poursuite de leur mission.
- Pour le CIST en revanche la situation est beaucoup plus compliquée et loin d'être résolue. Alors que l'heure de la cessation d'activité fixée au 31 juillet approche, plusieurs options sont à l'étude accompagnées par différents conseils (cabinet SPQR et avocats). Elles doivent permettre de dégager dans les meilleurs délais une voie de sortie satisfaisante pour l'AD PEP 31, car la charge financière qui pèse sur l'établissement constitue une réelle menace pour l'association.
- Pour le siège associatif, les répercussions des situations décrites précédemment vont produire leurs effets et un plan de réorganisation, qui prend en compte le devenir des salarié.e.s et des locaux, est en cours de constitution.

De fait, c'est un plan global de redressement et de retour à l'équilibre, qui est au travail et doit, une fois validé par les différentes instances, permettre à l'association de repartir sur des bases solides et de se projeter dans l'avenir. Le chemin est encore long et difficile mais la voie est désormais tracée.

Je terminerai, comme il se doit par quelques remerciements. D'abord, en direction de l'ensemble des salariés de l'AD PEP 31, qui grâce à leur professionnalisme et leur engagement remplissent avec efficacité auprès des jeunes et des adultes accueillis dans les établissements et services, les missions pour lesquelles l'association est reconnue et mandatée.

Ensuite, et avec une reconnaissance toute particulière, envers les cadres de direction qui dans cette période très délicate pour l'association, ne ménagent ni leur temps, ni leurs efforts. Il n'est pas habituel de citer des personnes, mais je me devais d'adresser un grand merci à Lison ARISO, Rahma AKROUTI et Vincent BORREL pour le travail accompli.

Enfin, des remerciements aux administrateurs bénévoles, qui malgré les turbulences restent fidèles au poste pour faire avancer l'association.

AVANCER, c'est bien ce qu'il faut continuer de faire en gardant en tête cette phrase du grand Albert EINSTEIN :

« La vie, c'est comme une bicyclette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre »

Lionel CANEVESE
Président de l'AD PEP 31

